

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Confédération Nationale du Logement

Alors que le monde a passé l'année 2020 les yeux rivés sur la pandémie de Covid-19, le lien entre santé et inégalités n'a jamais été aussi évident. Tout comme celui existant entre la santé et les discriminations, notamment dans l'accès au logement. Les exemples de situations discriminantes ne cessent de s'accumuler depuis des années et connaissent une dangereuse accélération depuis le début de la crise sanitaire.

Annulation des commissions d'attribution, impossibilité de visiter les logements, complications pour renouveler les demandes : les obstacles semblent s'accumuler pour s'ériger en un mur infranchissable pour les populations les plus fragiles ; et les personnes séropositives sont malheureusement en tête de classement des plus touchées par ces difficultés.

De plus si travail et logement vont de pair, les discriminations que subissent les séropositifs dans le premier rejaillissent inévitablement sur le second. Et les chiffres sont éloquents : seul 49,7 % d'entre eux ont un emploi, ce qui signifie que la majeure partie ne peut compter que sur les allocations pour survivre, condamnée à être hébergée ou à vivre dans des logements à bas prix – rappelons d'ailleurs que près de 27 % des personnes séropositives vivent dans un logement précaire. Elles comptent également parmi les populations régulièrement victimes de discrimination dans l'accès et le maintien dans le logement, les militants CNL ne comptant malheureusement plus les témoignages d'habitants en ce sens.

Dans le cadre de la journée mondiale de lutte contre le SIDA, mais aussi face à la

crise sanitaire actuelle, la CNL et l'association Act Up ont adressé un courrier à la ministre du Logement lui demandant d'agir afin que plus aucune personne séropositive ou malade ne soit à la rue. Il est urgent que le gouvernement se saisisse de cette problématique afin de mener une véritable politique d'accès au logement pour les personnes séropositives.

La Confédération Nationale du Logement

1^{ère} association de défense des locataires en France,
Association agréée de consommation et d'éducation populaire.